



WWF

SYNTHÈSE

INT

2015



RAVIVER L'ÉCONOMIE DES OCÉANS

Plaidoyer pour l'action - 2015

en association
avec



Couverture

Un pêcheur montre une partie de sa prise à Mafamede (Mozambique), dans la Zone de protection environnementale des îles Primeiras et Segundas.

© WWF-US / James Morgan

Le **Global Change Institute** (www.gci.uq.edu.au) est un institut de recherche australien dont l'objectif est d'apporter des solutions éprouvées aux défis mondiaux que sont notamment la sécurité alimentaire, les énergies propres, la gestion durable de l'eau et la santé des océans. Le Professeur Hoegh-Guldberg consacre aussi des recherches aux écosystèmes coralliens et à leur réaction aux changements environnementaux rapides, soutenues entre autres par l'Australian Research Council (Canberra), la National Oceanic and Atmospheric Administration (Washington, D.C.), le Groupe Catlin (Londres) et la Great Barrier Reef Foundation (Brisbane). L'auteur n'a perçu aucune rémunération pour la rédaction du présent rapport.

Le **Boston Consulting Group** (BCG) est un cabinet international de conseil en gestion et occupe le premier rang mondial des consultants en stratégie d'entreprise. Il noue des partenariats avec ses clients du secteur privé, public et associatif de toutes les régions afin d'identifier leurs meilleures opportunités, de répondre à leurs défis les plus urgents et de transformer leurs entreprises. Son approche personnalisée combine une analyse poussée de la dynamique des entreprises et des marchés et une collaboration étroite à tous les niveaux de l'organisation cliente. Il permet ainsi à ses clients de bénéficier d'un avantage concurrentiel durable, de bâtir des organisations plus performantes et d'obtenir des résultats pérennes. Fondé en 1963, le BCG est une société privée possédant 81 bureaux dans 45 pays. Pour plus d'information, visitez le site bcg.com.

Le **WWF** est l'une des organisations indépendantes de conservation de la nature les plus importantes et les plus expérimentées au monde, forte de plus de 5 millions d'adhérents et d'un réseau mondial englobant plus de 100 pays.

La mission du WWF est de stopper la dégradation de l'environnement naturel de la planète et de construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature, en conservant la diversité biologique mondiale, en assurant une utilisation durable des ressources naturelles renouvelables et en promouvant la réduction de la pollution et du gaspillage.

Auteur principal : Professeur Ove Hoegh-Guldberg *Global Change Institute, Université du Queensland, St Lucia, 4072, Australie*

Boston Consulting Group : Douglas Beal, Taz Chaudhry.
Autres contributeurs : Hassan Elhaj, Amer Abdullat, Petra Etessy, Marty Smits

Rédacteur en chef : John Tanzer

Directeur de la rédaction : Paul Gamblin

Conseillère de rédaction : Valérie Burgener

Une production du WWF International

Imprimé par NCP SA, Suisse.

La dénomination des entités géographiques de ce rapport, et la présentation des outils, n'implique en aucune manière l'expression d'une opinion du WWF concernant le statut légal des pays, territoires ou régions cités ou de leurs autorités ou encore concernant la délimitation de leurs frontières.

Publié en avril 2015 par le WWF – World Wide Fund For Nature (Anciennement World Wildlife Fund), Gland, Suisse. Toute reproduction de ce rapport en intégralité ou en partie doit mentionner le titre, l'auteur principal et les crédits de publication mentionnés ci-dessous.

© Texte 2015 WWF. Tous droits réservés.

ISBN 978-2-940529-20-9

Le rapport complet est disponible sur: wwf.fr/oceans

Citation bibliographique recommandée: Hoegh-Guldberg, O. et al. 2015. *Reviving the Ocean Economy: the case for action - 2015*. WWF International, Gland, Switzerland., Geneva, 60 pp.

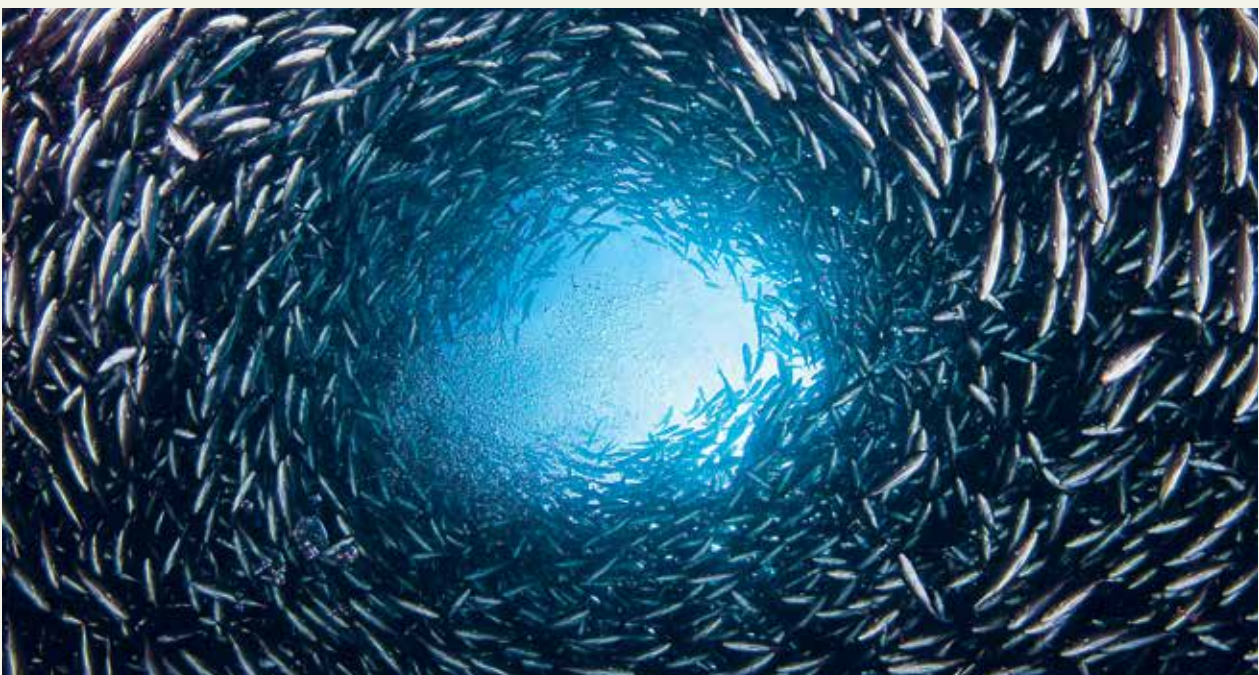
SYNTHÈSE

La Terre est la seule planète à disposer d'océans chauds et salés couvrant plus des deux tiers de sa surface. Ressources des plus précieuses, la valeur des océans pour notre globe s'impose aujourd'hui avec d'autant plus d'évidence que l'avenir de l'humanité dépend à la fois de leur santé et des biens et services qu'ils fournissent.

Et pourtant, force est de constater que cette ressource inestimable qui nous nourrit, stabilise le climat et procure d'innombrables autres bénéfices montre à présent de graves signes de faiblesse. Or si la santé des océans vacille, c'est à la fois en raison de stress locaux tels que la destruction des habitats, la surpêche et la pollution, mais également de phénomènes planétaires comme l'évolution rapide et inédite de la température et de l'acidité océanique.

Préparé par le WWF, le rapport Raviver l'économie des océans indique clairement ce que nous risquons tous de perdre si la mauvaise gestion du patrimoine océanique perdure. Conscients du fait que la science n'est pas une incitation à agir suffisante à elle seule, nous avons décidé d'associer les preuves de la gravité de la dégradation de l'écosystème à un plaidoyer économique en faveur d'une action urgente.

En collaboration avec un éminent scientifique, le Professeur Ove Hoegh-Guldberg, mais aussi avec Boston Consulting Group, célèbre cabinet de conseil, le WWF a cherché à quantifier les retombées du maintien des politiques et des pratiques actuelles pour en informer les dirigeants. Les résultats des travaux plaident sans ambiguïté pour la préservation des océans : la valeur de l'ensemble des biens et services procurés par les environnements côtiers et marins est estimée (dans l'hypothèse la plus basse) à 2 500 milliards d'US\$ annuels. La valeur globale du patrimoine océanique est, quant à elle, dix fois supérieure. Précisons qu'il s'agit là d'une sous-estimation, car les formes de production qui ne sont pas à proprement parler générées par les océans (pétrole et gaz sous-marins, énergie éolienne) sont exclues des calculs, à l'instar d'autres facteurs incorporels aussi essentiels que le rôle de l'océan dans la régulation du climat.



© naturepl.com / David Fleetham / WWF

Le rapport fait la synthèse des dernières évaluations de certains des actifs océaniques les plus précieux (stocks halieutiques et coraux, notamment) et montre à quel point ils régressent vite. Pour redresser la capacité productive des océans avant qu'il ne soit trop tard, le monde entier doit agir dans l'urgence. Les huit actions proposées ici sont parfaitement réalisables et, bien qu'elles aient la même importance, nous recommandons de donner la priorité aux trois premières d'entre elles en 2015.

ACTION 1 Incrire la reconstitution des actifs océaniques parmi les premiers points de l'agenda des Nations unies pour l'après-2015, notamment dans les Objectifs de développement durable (ODD). L'agenda post-2015 définira les ambitions mondiales, présentera les mesures politiques concrètes et orientera les investissements vers le développement durable au cours des 15 prochaines années, voire au-delà. Spécialement consacré aux océans, l'Objectif 14 des ODD consiste à « conserver et utiliser de manière durable les océans, les mers et les ressources marines pour le développement durable ». Les indicateurs prévus pour cet objectif devront prendre en compte différents problèmes (destruction des habitats, surpêche, pêche illégale et pollution marine), et les solutions être élaborées dans le souci de l'équité et de la participation. Si ces conditions sont satisfaites, une action internationale inédite, concertée et cruciale pour guider les milieux océaniques vers un avenir plus durable pourra être menée.

ACTION 2 Résoudre les problèmes du réchauffement et de l'acidification des océans en écoutant la science et en réduisant massivement les émissions de façon à éviter le renforcement des changements climatiques dangereux. Pour ce faire, il est vital que le monde entier s'entende sur un accord international ambitieux à Paris en décembre 2015 (COP 21). Un accord représentant le gage d'une dé-carbonisation rapide de nos économies et de nos sociétés. Un échec aurait pour effet d'entraver, si ce n'est de ruiner dans de nombreux cas, les efforts menés pour faire des pratiques durables dans les océans.

ACTION 3 Les pays doivent dépasser l'objectif actuel consistant à protéger et à gérer efficacement au moins 10 % des zones côtières et marines d'ici 2020, en portant cette proportion à 30 % à l'horizon 2030. Il ne s'agit pas seulement d'étendre la superficie protégée, mais d'établir des réseaux représentatifs d'aires marines protégées, dont l'importance est capitale pour garantir la biodiversité, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance pour une grande partie de la population mondiale.

ACTION 4 Avec 61,3 % des stocks halieutiques mondiaux désormais complètement exploités et 28,8 % surexploités, épuisés ou en voie de reconstitution après épuisement, il est tout simplement urgent de réviser les politiques à l'œuvre pour porter un coup d'arrêt à la surexploitation et à la destruction des stocks et traiter parallèlement le problème de la pêche illégale. Protection des habitats et gestion des pêcheries doivent aller de pair, l'objectif étant à terme de sauvegarder la viabilité écologique des stocks.

ACTION 5 Étant donné la nature transfrontalière des océans, nous avons besoin de créer des mécanismes internationaux de négociation et de collaboration pour en assurer la gestion durable. À cet égard, la formation d'une « Alliance bleue » entre pays maritimes concernés permettrait de se saisir du problème et de définir un corpus d'actions rapides et complètes au nom des océans.

L'intérêt d'une telle coalition serait d'impulser une dynamique volontariste, de contribuer à l'affirmation d'une responsabilité mondiale partagée et de stimuler une prise de décision avisée, facteurs décisifs pour la bonne gestion des ressources océaniques. Il sera par ailleurs important de créer un fonds mondial destiné à soutenir les pays qui disposent de ressources limitées tout en étant plus vulnérables aux impacts de la dégradation des océans.

ACTION 6 Bien structurés, axés sur le bien-être des communautés, des écosystèmes et des entreprises, les partenariats public-privé ont la capacité de révolutionner la manière dont les différents secteurs collaborent entre eux dans une démarche de développement durable. En ouvrant la voie au partage des idées, des solutions et des programmes de pratiques durables, la constitution d'un réseau de partenariats transversaux permettrait même aux pays les plus pauvres d'accéder aux ressources dont ils ont besoin.

ACTION 7 Communautés et pays doivent tenir une comptabilité publique complète et transparente des bénéfices, biens et services procurés par les océans. La quantification du patrimoine océanique est en effet d'une importance vitale pour garantir l'efficacité des décisions.

ACTION 8 Mettre en place une plateforme internationale favorisant le partage des connaissances et des solutions océaniques grâce auxquelles les problèmes peuvent être appréhendés et les solutions et méthodologies évaluées et appliquées. Interdisciplinaire et fondée sur des données biologiques, sociales et économiques, cette plateforme renforcerait les capacités des différents acteurs et faciliterait l'accès à des informations et à une expertise critiques.

Le WWF a réuni les études et les conclusions d'une communauté d'experts et en a associé les résultats scientifiques à un plaidoyer économique dicté par le bon sens dans le but de préserver la valeur des océans. Le message est clair : nous sommes en train d'épuiser notre patrimoine océanique et risquons de plonger l'économie maritime dans le rouge si nous ne nous attaquons pas à cette crise en formant une véritable communauté internationale. Un trésorier ou un PDG averti n'attendrait pas le prochain rapport financier pour corriger le tir : il agirait sans plus tarder.

Les huit actions décrites ici n'assureront pas seulement un avenir durable aux centaines de millions d'individus dont la nourriture et les emplois dépendent directement des océans, mais à l'humanité tout entière, et pour cause : les océans contribuent pour beaucoup à la santé de notre planète.

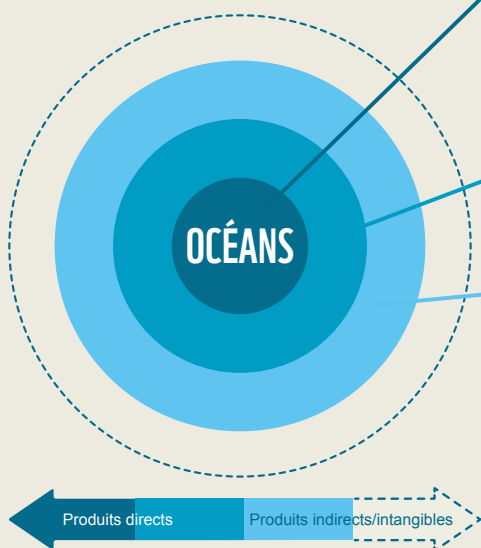


© WWF-US / James Morgan

VALEUR DU PATRIMOINE OCÉANIQUE

FIGURE 1 - VALEUR DU PATRIMOINE OCÉAN

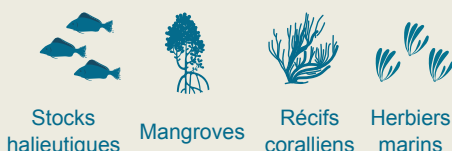
Les océans procurent de la valeur sous les formes les plus diverses, de l'alimentation au tourisme en passant par la protection des côtes, pour ne citer que quelques exemples.



ACTIVITÉS ET ACTIFS LIÉS AUX OCÉANS

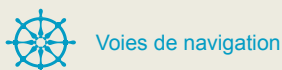
VALEUR TOTALE

Production directe des océans :



6 900 Mds \$US

Commerce et transport :



5 200 Mds \$US

Actifs adjacents :

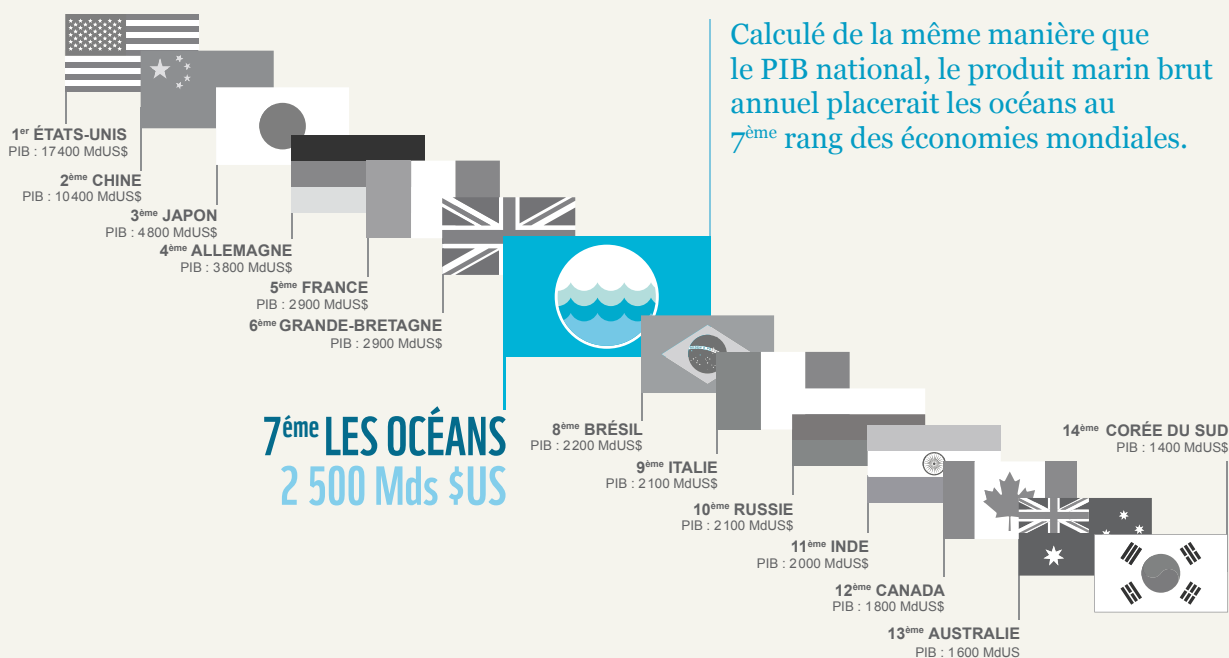


7 800 Mds \$US



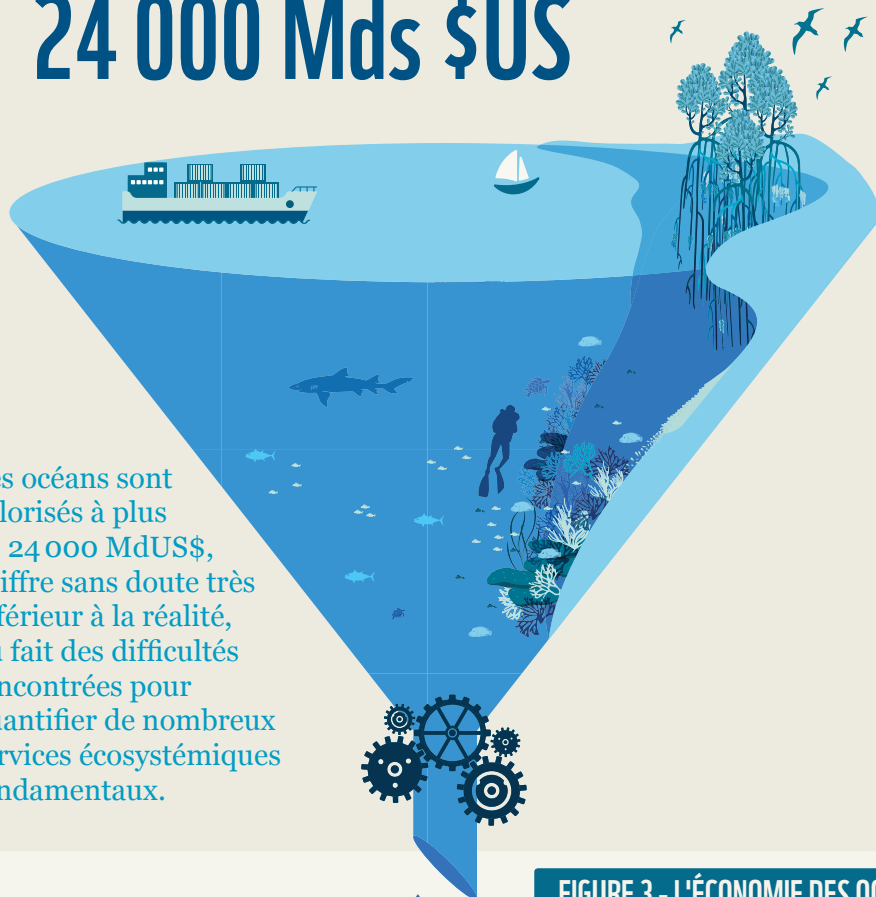
4 300 Mds \$US

FIGURE 2 - PRODUIT MARIN BRUT ANNUEL



24 000 Mds \$US

Les océans sont valorisés à plus de 24 000 MdUS\$, chiffre sans doute très inférieur à la réalité, du fait des difficultés rencontrées pour quantifier de nombreux services écosystémiques fondamentaux.



La valeur du patrimoine océanique est sans commune mesure avec celle des plus grands fonds souverains du globe :

- 893 Mds \$US
NORVÈGE
Fonds de pension gouvernemental
- 773 Mds \$US
ABU DHABI
ADIA
- 757 Mds \$US
ARABIE SAOUDITE
SAMA
- 653 Mds \$US
CHINE
China Investment Corp.

FIGURE 3 - L'ÉCONOMIE DES OCÉANS DÉPEND DE LEUR BONNE SANTÉ



Le produit marin brut représente la valeur économique annuelle des océans.

Il dépend à plus des deux tiers de la santé du patrimoine océanique.

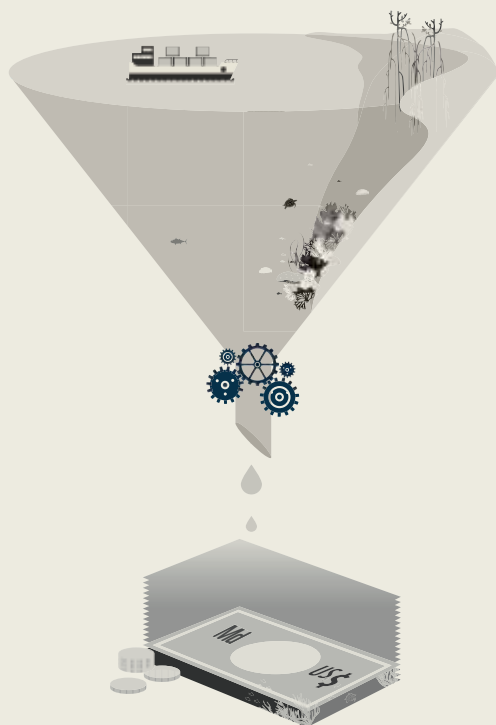
L'analyse de la présente section provient de :

BCG
THE BOSTON CONSULTING GROUP

© The Boston Consulting Group, Inc. Tous droits réservés.

Pour plus d'information sur la méthodologie du BCG, consultez : wwf.fr/oceans

DES ACTIFS AU RENDEMENT MÉDIOCRE : L'ÉCONOMIE OCÉANIQUE MONDIALE EN DÉCLIN



DECLIN DE LA PÊCHE



90 % DES STOCKS HALIEUTIQUES MONDIAUX SONT SUREXPLOITÉS OU COMPLÈTEMENT EXPLOITÉS.

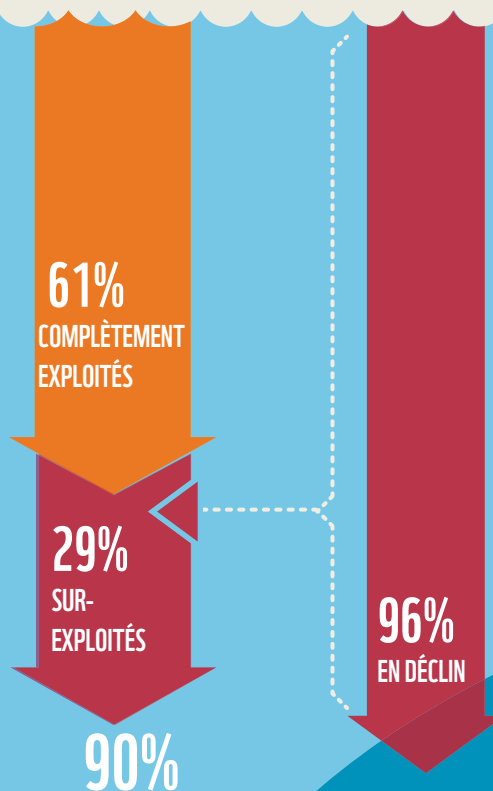
LES EFFECTIFS DU THON ROUGE SE SONT EFFONDRES DE 96 % DEPUIS QUE L'ESPÈCE EST PÊCHÉE.

Sous l'effet de la dégradation des actifs naturels, la capacité des océans à nourrir et à assurer la subsistance de centaines de millions d'êtres humains s'érode.

La tendance au déclin est marquée et traduit la modification rapide de l'abondance et de la diversité des espèces mais aussi de l'étendue des habitats, le tout en l'espace d'à peine une vie humaine.

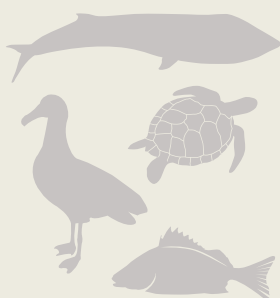
Références:

FAO 2014, ISC 2012, WWF/ZSL 2014, Hoegh-Guldberg 1999, Hoegh-Guldberg et al. 2007, Waycott et al. 2009, UNEP 2014.



DÉCLIN DES HABITATS

DÉCLIN DES ESPÈCES MARINES



L'INDICE PLANÈTE VIVANTE MARIN* A ENREGISTRÉ UN RECU DE 39 % ENTRE 1970 ET 2010

*L'Indice Planète vivante marin est un indicateur de l'état de la diversité biologique mondiale basé sur les tendances suivies par plus de 900 espèces marines de mammifères, d'oiseaux, de reptiles et de poissons.

39%

LE TAUX DE DÉFORESTATION DES MANGROVES DÉPASSE MÊME LA PERTE DE FORÊTS D'UN FACTEUR DE 3 À 5

x3-5



50 % DES CORAUX ONT DISPARU SUR LA PLANÈTE

50%



PRÈS D'UN TIERS DE L'ENSEMBLE DES HERBIERS MARINS ONT DISPARU

29%

2050

AU RYTHME ACTUEL D'ÉLÉVATION DES TEMPÉRATURES, LES RÉCIFS CORALLIENS AURONT DISPARU EN 2050

L'océan en chiffres

100%
RECYCLÉ

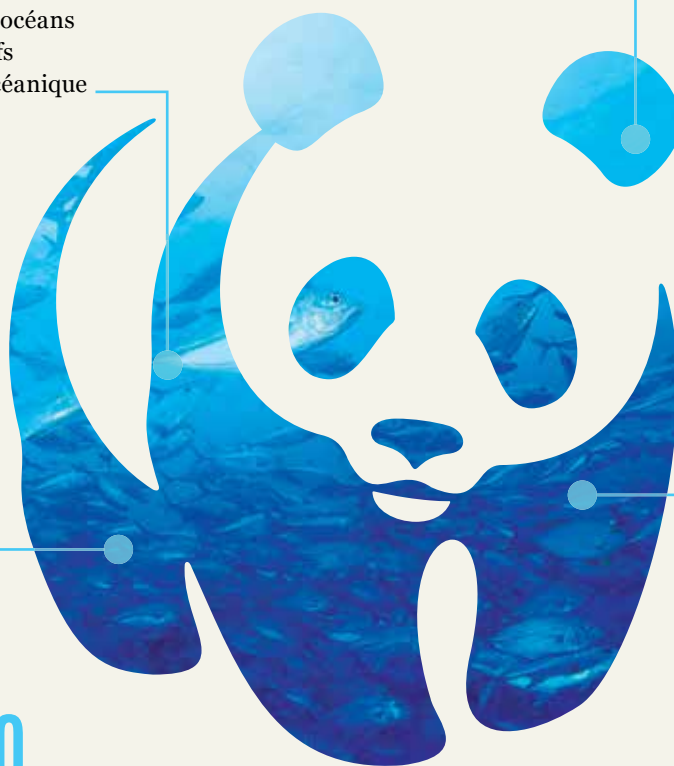


24 000 MDs \$US

La valeur totale des principaux actifs océaniques dépasse les 24 000 MdUS\$

2/3

Deux tiers de la valeur économique de base des océans est produite par des actifs tributaires de la santé océanique



2050

Au rythme actuel d'élévation des températures, les récifs coralliens auront disparu en 2050

7ÈME

Le produit marin brut place les océans au 7ème rang des économies mondiales



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

www.wwf.fr

SOUTENEZ NOS MERS

